

Retour sur la naissance de la rébellion touareg

Samedi, 25 septembre 2010

A la suite de la prise d'otage au Niger la sécurité du site d'Arlit fait polémique.

En effet la sécurité du site était assurée par une entreprise privée, formée par d'anciens rebelles touaregs locaux, et désarmée. Areva a déjà été accusée par le passé d'avoir acheté la paix en aidant des rebelles touaregs. Aujourd'hui, AQMI engloberait des groupes rebelles touaregs mais le rôle des touaregs dans l'enlèvement des employés d'Areva n'est pas défini la prise d'otage n'ayant pas été revendiquée.

Je me permets donc de reprendre un billet que j'avais rédigé sur ce blog le 8 octobre 2009.

IL y a un an donc la faction historique de la rébellion touarègue au Niger, le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), avait annoncé sa décision de déposer les armes. Depuis le pays a encore connu l'instabilité : le 18 février 2010, le président Tandja a été renversé par un coup d'Etat militaire. Mahamadou DANDA dirige un gouvernement de transition. Les membres du CSRD et du gouvernement se sont officiellement engagés à ne pas se présenter aux futures élections présidentielles. Les élections présidentielles sont prévues pour le 31 janvier 2011.

L'attaque, en février 2007, de la garnison d'Iferouane a marqué l'apparition du MNJ dans le Nord du Niger. La rébellion se constitue de déserteurs, d'anciens rebelles et de jeunes Agadeziens, tous frustrés par leur situation sociale, matérielle et politique. La décentralisation est le thème principal des revendications du MNJ. Elle était apparue lors des accords de paix de 1995 mais la lenteur de la réforme a remis en cause les conditions de la paix. Le traitement de la crise alimentaire de 2005 a mis en évidence les lacunes des infrastructures étatiques vis-à-vis des populations du Nord qui ne bénéficièrent pas des messages d'alerte précoces. Par ailleurs, les conditions de vie des populations pastorales (plus de 410 000 personnes) se sont aggravées du fait de diminution des zones pastorales sous la pression foncière des agriculteurs du Sud. La paupérisation de ces populations pousse les Touaregs à transformer leur mode de vie et à s'installer en périphérie des villes. Donc la mise en œuvre effective de la décentralisation, le développement économique, le respect de la diversité culturelle, la plus grande représentation des populations du Nord dans les instances étatiques, l'administration et l'armée sont au cœur des revendications touaregs. Cependant afin d'éviter une trop grande coloration ethnique de ses demandes le mouvement reprend des thématiques comme celles de la rente uranifère, et des subventions accrues pour les régions du Nord dans lesquelles l'ensemble des populations de ces régions se retrouve.

C'est par l'intermédiaire de la question environnementale que le MNJ a intégré la question uranifère à ses revendications. Il a repris le rapport de l'association Sherpa2 et du CRIIRAD3 sur les pollutions radioactives et les conditions sanitaires des travailleurs à Arlit. Le MNJ demande explicitement un versement de 50 % des revenus des sociétés d'exploitation au profit des collectivités locales. Le MNJ s'appuie sur un contexte international favorable, avec l'adoption le 14 septembre 2007 par l'Assemblée Générale de l'ONU de la déclaration des peuples autochtones qui stipule que ces peuples ne peuvent pas être expulsés de leur territoire sans leur consentement libre et informé.

Source : Sonia LG

